

Quelques éléments clés de notre action depuis 5 ans pour la Guadeloupe :

- ✓ 100 millions € pour lutter contre les impacts du chlordécone dans les Antilles
- ✓ Création du syndicat mixte de l'eau
- ✓ 1 nouveau Centre Hospitalier Universitaire à venir
- ✓ Rénovation de la maison d'arrêt de Basse-Terre est engagée
- ✓ Extension du centre pénitentiaire de Baie-Mahault
- ✓ Plan "séisme Antilles"

Êtes-vous disponibles pour voter les 9 et 23 avril ?

→ Oui : prenez une procuration pour un proche.

→ Non : faites une procuration !

procurations.avecvous.fr

Découvrez le projet d'Emmanuel Macron sur avecvous.fr

[f](https://www.facebook.com/avecvousfr) [@avecvousfr](https://www.instagram.com/avecvousfr) [@avecvous](https://twitter.com/avecvous)

Soyez les premiers informés de l'actualité de la campagne

Scannez le QR code pour vous inscrire



NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE - IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% PEFC PAR CID - RCS 808 888 214 - CREDIT PHOTO © DR



Emmanuel Macron avec vous

pour la
Guadeloupe

Françaises, Français, Mes chers compatriotes de Guadeloupe, Chers amis,

Au-delà du courrier que j'ai adressé à tous les Français, il y a quelques jours, je tenais à m'adresser à vous d'une manière plus particulière.

En écrivant ces quelques lignes, me reviennent en mémoire les visages rencontrés lors de mon déplacement de l'automne 2018. Je n'oublie rien de l'accueil que vous m'aviez réservé. Je n'oublie rien de votre hospitalité, ni de votre sincérité et de votre énergie qui, parfois, quand les choses vont mal, s'expriment avec franchise, avec exigence, sans ambage. Mais toujours avec respect.

Lors de ce déplacement, j'ai pris des engagements. Au moment où vous allez pouvoir décider, démocratiquement, des orientations de la Nation pour les prochaines années, je souhaite vous en rendre compte. Et vous dire, simplement, comment je veux poursuivre le chemin engagé.

Au cours des cinq dernières années, ma première priorité n'a pas varié : vous protéger.

Cela s'est traduit très concrètement dans la crise sanitaire, au travers des renforts humains et matériels massifs que la solidarité nationale vous a apportés. Aucun effort, aucune dépense n'a été refusée, dès lors qu'elle permettait de sauver des vies. Cette solidarité s'est prolongée dans les dispositifs de soutien aux entreprises et aux collectivités, "quoi qu'il en coûte". Mais cette volonté de vous protéger ne s'est pas limitée à la crise sanitaire. Nous avons engagé le chantier du nouveau CHU, financé par l'État. Beaucoup vous l'avaient promis ; j'en ai posé la première pierre en 2018. Il vous sera ouvert dans quelques mois. Ce ne sont pas seulement de nouveaux équipements : c'est une transition vers une offre de soins globale, cohérente, améliorée. Ainsi, parallèlement, nous avons finalisé la mise en route de la filière de formation des futurs médecins.

Vous protéger, encore, face aux risques naturels. Ainsi lorsque l'ouragan Maria, en 2017, vous a frappés : l'État fut à vos côtés. Face au risque sismique, j'ai veillé à ce que le plan "séisme Antilles" soit prolongé et renforcé dans ses financements : il a conduit à des réalisations concrètes, comme le lycée Baimbridge. Face aux sargasses, l'État a formé, équipé et accompagné vos élus, prenant en charge jusqu'à 80% des dépenses des communes. J'ai voulu également la conférence internationale de 2019, qui a permis, avec les meilleurs scientifiques et universitaires de la région, d'identifier les solutions concrètes que nous mettrons en œuvre durant le prochain quinquennat.

Vous protéger, toujours : c'est tout le sens de nos efforts pour votre sécurité du quotidien avec, en particulier, la lutte contre les violences intrafamiliales et le combat pour la sécurité routière. La rénovation de la maison

d'arrêt de Basse-Terre est engagée, tout comme l'extension du centre pénitentiaire de Baie-Mahaut. Dans les semaines de crise que nous avons traversées, fin 2021, notre réponse fut nette : toujours "oui" au dialogue social. Toujours "non" à la violence.

Mais, parce que je n'ai rien voulu esquiver, je me suis également engagé dans deux dossiers difficiles.

Alors que, pendant longtemps, l'État n'avait pas regardé en face la réalité du chlordécone, je l'ai dénoncée pour ce qu'elle est : un scandale sanitaire et environnemental. J'assume le chemin de réparation que nous avons engagé : avec la cartographie des parcelles, avec la traçabilité "zéro chlordécone", avec la reconnaissance des cancers de la prostate comme maladies professionnelles. Près de 100 millions d'euros ont été mobilisés : c'est inédit. Nous continuerons.

Enfin, j'ai pris le sujet de l'accès à l'eau à bras-le-corps. En lien avec vos élus locaux, seuls compétents en la matière, l'État a financé un plan d'urgence sans précédent. Puis, constatant le blocage du dossier, le Gouvernement a pris ses responsabilités en accompagnant la création par la loi du syndicat mixte de l'eau. Pour que les choses changent. Pour que l'eau, service public fondamental, revienne chez vous de manière normale. Pour restaurer votre confiance. Cet effort est engagé tant sur la gouvernance que sur les financements. Il doit rester irréversible : l'engagement de l'État pour réaliser les investissements nécessaires sera maintenu.

Mes chers compatriotes,

Ces chantiers engagés, depuis cinq ans, doivent être poursuivis et menés à leur terme. Mais, naturellement, l'élection présidentielle marque un point d'étape et je veux, au terme de ce mandat, vous proposer une ambition nouvelle pour la Guadeloupe comme pour tous nos territoires ultramarins.

Longtemps, pour de bonnes raisons, nous avons voulu le "rattrapage" des écarts entre l'hexagone et la Guadeloupe. Les crises traversées ensemble, ces dernières années, ont montré que cette logique ne se suffit plus à elle-même. Les promesses et les plans se succèdent, mais le chômage et la vie chère sont toujours là. Il faut changer de

logique. **Le destin de nos Outre-mer ne se résume pas à reconstituer ou à reproduire le modèle hexagonal.** Non, le destin de la Guadeloupe n'est pas de rattraper perpétuellement des retards : il est d'être en avance sur les défis de demain. Avec l'aide de l'État, avec l'aide de la Nation toute entière, il s'agit d'entendre, comprendre et co-construire l'avenir de la Guadeloupe.

C'est l'**autonomie alimentaire**, qui passera par la **structuration de vos filières agricoles** : pour une part, en circuit court, pour vous nourrir au quotidien ; pour les autres, tournées vers l'exportation haut-de-gamme, vitrine de votre exceptionnel patrimoine gastronomique. Ainsi, nous quitterons le modèle de monoculture hérité du passé pour repenser l'agriculture guadeloupéenne à partir de vos priorités et de vos besoins.

C'est la transition énergétique, car la Guadeloupe dispose des ressources pour atteindre l'**autonomie énergétique**. L'État s'est déjà engagé pour deux nouvelles centrales électriques qui valoriseront vos déchets. Cet effort se poursuivra.

C'est le virage de l'éco-tourisme, en soutenant une offre d'hébergement à taille humaine et valorisant les sites naturels et culturels. À ce titre, les accès aux massifs de la Soufrière seront remis à niveau pour en faire un site touristique à dimension internationale.

Ce sont encore les promesses de l'économie bleue, le nécessaire investissement dans votre flotte de pêche, l'intégration de la plaisance et des croisières dans nos stratégies d'aménagement.

C'est la bataille pour l'emploi, **contre le chômage**. Nous pouvons la remporter. Nous y sommes parvenus dans l'hexagone et dans plusieurs territoires d'Outre-mer. Avant la crise sanitaire, les premiers résultats encourageants étaient là pour la Guadeloupe. Nous y parviendrons.

Cette ambition, c'est celle de donner à la jeunesse guadeloupéenne l'envie de rester ou de revenir dans l'archipel. Cette jeunesse qui est le trésor de la Guadeloupe et la clé de son avenir. Pour elle, nous mettrons en œuvre un "**plan jeunesse**" que j'ai souhaité et qui sera basé sur quatre piliers : l'emploi et la formation, le sport, la culture et la citoyenneté.

Cette ambition, c'est celle de rendre confiance à nos aînés, avec une politique déterminée en leur faveur et adaptée à l'archipel. Pour cela, nous amplifierons les **politiques d'aide au maintien à domicile**, tout en facilitant l'accès aux prestations sociales. Nous financerons la construction de structures d'accueil. Enfin nous déploierons la formation initiale et continue pour tous les métiers d'accompagnement des séniors.

Cette ambition, c'est celle d'une Guadeloupe qui puisera dans ses ressources vives pour inventer son propre modèle de développement, en regardant l'avenir. En lien avec vos élus, toujours avec vous, nous ouvrirons le **débat sur toutes les causes de la vie chère**. Parmi elles, la stimulation de la concurrence mais aussi l'octroi de mer, impôt hérité du XVIIIème siècle et qui doit être profondément repensé pour jouer un rôle nouveau, tout en conservant son ambition première de protection.

Cette ambition, c'est celle d'une Guadeloupe plus forte, dans la Nation et dans la Caraïbe. Pour cela, sans tabou, l'État accompagnera toute évolution institutionnelle qui ferait consensus, dans la discussion avec vos élus et en concertation avec les Guadeloupéennes et les Guadeloupéens.

Mes chers compatriotes,

À travers ces quelques lignes, je tenais à vous faire part des convictions qui m'animent plus particulièrement pour l'avenir de la Guadeloupe.

Vous y reconnaîtrez toute l'ambition que je porte pour vous, pour vos enfants, pour vos îles.

Au cours des cinq dernières années, vous avez pu éprouver mon engagement pour vous. J'ai désormais besoin de votre soutien pour le poursuivre.

**Avec vous.
Pour vous.
Pour nous tous.**

**Vive la République !
Vive la Guadeloupe !
Vive la France !**

